Le Parlement vénézuélien exige la restitution de l'avion d'Emtrasur retenu en Argentine

Image not found or type unknown

La Havane, 12 août, (RHC)- Une commission de parlementaires de l'Assemblée nationale du Venezuela a remis jeudi à l'ambassade d'Argentine à Caracas la demande officielle du retour immédiat de l'avion-cargo vénézuélien retenu à Buenos Aires depuis deux mois, ainsi que la libération des 19 membres de son équipage.

Ils ont remis à Oscar Laborde, ambassadeur d'Argentine en poste à Caracas, le texte de l'accord adopté à l'unanimité mardi contre «l'intention du gouvernement nord-américain de s'approprier illégalement l'avion vénézuélien retenu en Argentine».

L'appareil revendiqué par le Venezuela est un Boeing 747, appartenant à l'entreprise Emtrasur, une filiale de la compagnie aérienne publique vénézuélienne Conviasa. Le président Nicolas Maduro a expliqué que l'avion effectuait des opérations humanitaires importantes pour son pays et d'autres régions du monde.

Malgré les nombreuses protestations du Venezuela, le juge argentin Federico Villena a ordonné jeudi la saisie de l'avion-cargo vénézuélien, retenu depuis deux mois à l'aéroport international d'Ezeiza.

Il a également ordonné une fouille de l'avion afin de saisir une série de preuves à ajouter au dossier en cours de traitement dans son tribunal.

Pour atteindre cet objectif, le juge a autorisé le directeur exécutif du centre d'analyse, de commandement et de contrôle de la police de sécurité aéroportuaire (CEAC), le commissaire principal Maximiliano Lencina, "avec la collaboration et la participation expresses" de l'attaché juridique du Bureau fédéral d'enquête (FBI) des États-Unis en Argentine.

Le Boeing 747 vénézuélien est entré en Argentine le 6 juin en provenance du Mexique, avec une escale au Venezuela, pour transporter du fret destiné à une entreprise automobile. Deux jours plus tard, il a décollé en direction de l'Uruguay pour se ravitailler en carburant, mais a atterri à nouveau à l'aéroport argentin d'Ezeiza, à Buenos Aires, car le pays voisin ne l'a pas autorisé à se poser.

Les compagnies pétrolières argentines n'ont pas non plus ravitaillé l'avion, sous prétexte que l'appareil appartenait à la compagnie iranienne Mahan Air, sanctionnée par les États-Unis depuis 2011, sans savoir qu'il avait été vendu au Venezuela. Quelques jours plus tard, un juge a ordonné que les passeports de l'équipage - cinq Iraniens et 14 Vénézuéliens - soient retenus et qu'ils soient empêchés de quitter le pays dans le cadre d'une affaire sans fondement de liens possibles avec le terrorisme international.

Début août, la justice argentine a annulé l'interdiction de quitter le pays et a autorisé le départ de 12 des 19 membres de l'équipage. Elle a toutefois décidé de maintenir en détention quatre Iraniens et trois Vénézuéliens, considérant qu'il reste des éléments à examiner.

Sources : Russia Today et HispanTv

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/296383-le-parlement-venezuelien-exige-la-restitution-de-lavion-demtrasur-retenu-en-argentine

Radio Habana Cuba